

# **GE\_GERICHTE ACJC/417/2023 vom 24. November 2022**

GE Cour de justice, 2022-11-24, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_417\\_2023](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_417_2023)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/417/2023 du 24 novembre 2022

IT: GE\_GERICHTE ACJC/417/2023 del 24 novembre 2022

## **Erwägungen**

### **E. 1**

La Chambre civile de la Cour de justice est l'autorité compétente pour prononcer l'adoption sollicitée, du fait du domicile à Genève du requérant (art. 268 al. 1 CC; 120 al. 1 let. c LOJ).

### **E. 2.1**

Selon l'art. 266 al. 1 CC, une personne majeure peut être adoptée notamment lorsque durant sa minorité, le ou les adoptants lui ont fourni des soins et ont pourvu à son éducation pendant au moins un an (ch. 2), ou, pour d'autres justes motifs, lorsqu'elle a fait ménage commun pendant au moins un an avec le ou les adoptants (ch. 3). Au surplus, les dispositions sur l'adoption de mineurs s'appliquent par analogie, à l'exception de celle sur le consentement des parents. Selon l'art. 264c al. 1 CC, une personne peut adopter l'enfant de son conjoint (ch. 1). Le couple doit faire ménage commun depuis au moins trois ans (al. 2). La différence d'âge entre l'enfant et le ou les adoptants ne peut être inférieure à 16 ans ni supérieure à 45 ans (art. 264d al. 1 CC). Le consentement de l'adopté capable de discernement est requis (art. 265 al. 1 CC). L'adoption d'une personne majeure a été conçue par le législateur comme exceptionnelle, ne pouvant être admise qu'en présence d'une situation "comparable à celle qui recommande l'adoption de mineurs" (ATF 101 II 3). Les liens affectifs unissant l'adoptant et l'adopté doivent être suffisamment étroits pour que leur relation puisse être assimilée à une filiation naturelle. La relation liant les protagonistes doit être perçue et vécue comme une relation de nature filiale. Le fait que les parents adoptifs aient assuré directement et personnellement une assistance importante et des soins à l'adopté ou inversement peut en particulier parler en faveur de l'existence d'un tel lien (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_126/2013 consid. 4.1).

- 4/7 -

C/23899/2022

### **E. 2.2**

En l'espèce, toutes les conditions au prononcé de l'adoption requise sont réalisées. En effet, le requérant, qui a connu la mère des adoptées alors que celles-ci étaient âgées de 5 et 3 ans, a mené une relation suivie avec elle depuis 2001 ayant abouti à leur mariage en 2003. Il ressort du dossier que l'adoptant et son épouse, respectivement les adoptées, ont fait ménage commun durant la minorité des enfants. Des liens sentimentaux persistants et continus se sont créés, jour après jour, de sorte que tous les intervenants à la procédure considèrent les relations créées entre l'adoptant et les adoptées comme des relations filiales. Il ressort également de la procédure que l'adoptant a subvenu aux besoins éducationnels et financiers des adoptées durant leur minorité, a partagé leurs joies et leurs peines, et a été présent dans son rôle de père à leur égard jusqu'à ce jour. Les relations créées ont abouti à ce que les adoptées considèrent l'adoptant comme leur père. Dans la mesure où toutes les autres

conditions formelles rappelées plus haut sont remplies, l'adoption pourra être prononcée.

### **E. 3.1**

Selon l'art. 267 al. 1 CC, l'enfant acquiert le statut juridique d'un enfant du ou des parents adoptifs. Les liens de filiation antérieurs sont rompus (al. 2). Les liens de filiation ne sont pas rompus à l'égard de la personne avec laquelle le parent adoptif est marié (al. 3 ch. 1). Le nom de l'enfant est déterminé par les dispositions relatives aux effets de la filiation (art. 267a al. 2 CC). L'enfant de conjoints qui portent des noms de famille différents acquiert celui de leurs deux noms de célibataire qu'ils ont choisi de donner à leur enfant commun lors de la conclusion du mariage (art. 270 al. 1 CC). Selon l'art. 267a al. 3, l'autorité compétente peut autoriser une personne majeure qui fait l'objet d'une demande d'adoption à conserver son nom de famille s'il existe des motifs légitimes. L'adoption d'un majeur n'a pas d'effet sur le droit de cité si l'adopté est suisse (art. 4 de la Loi fédérale sur la nationalité).

### **E. 3.2**

En l'espèce, l'adoption n'aura pas d'effet sur les liens de filiation entre les adoptées et leur mère, épouse du requérant, de sorte que ces liens ne seront pas rompus. Les adoptées porteront dorénavant le nom [de] A\_\_\_\_\_/D\_\_\_\_\_, n'ayant pas souhaité conserver leur ancien nom. L'adoption n'aura pas d'effet sur le droit de cité des adoptées.

- 5/7 -

C/23899/2022

### **E. 4**

Les frais de la procédure, arrêtés à 1'000 fr. (art. 19 al. et 3 let. 3 LaCC; 18 RTFMC), seront mis à la charge du requérant et entièrement compensés par l'avance de frais du même montant, d'ores et déjà versée, qui reste acquise à l'Etat de Genève. \* \* \* \* \*

- 6/7 -

C/23899/2022 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : Prononce l'adoption de B\_\_\_\_\_, née le \_\_\_\_\_ 1996 à M\_\_\_\_\_ (JU), originaire de L\_\_\_\_\_ (BE), par A\_\_\_\_\_, né le \_\_\_\_\_ 1964 à Genève, originaire de F\_\_\_\_\_ (VD) et G\_\_\_\_\_ (VD). Dit que les liens de filiation entre B\_\_\_\_\_ et D\_\_\_\_\_, née D\_\_\_\_\_ [nom de jeune fille] le \_\_\_\_\_ 1974 à H\_\_\_\_\_ (BE), originaire de I\_\_\_\_\_ (BE), F\_\_\_\_\_ (VD) et G\_\_\_\_\_ (VD), ne sont pas rompus. Dit que B\_\_\_\_\_ portera dorénavant le nom [de] A\_\_\_\_\_/D\_\_\_\_\_. Dit que B\_\_\_\_\_ demeurera originaire de L\_\_\_\_\_ (BE). Prononce l'adoption de C\_\_\_\_\_, née le \_\_\_\_\_ 1998 à M\_\_\_\_\_ (JU), originaire de L\_\_\_\_\_ (BE), par A\_\_\_\_\_, né le \_\_\_\_\_ 1964 à Genève, originaire de F\_\_\_\_\_ (VD) et G\_\_\_\_\_ (VD). Dit que les liens de filiation entre C\_\_\_\_\_ et D\_\_\_\_\_, née D\_\_\_\_\_ [nom de jeune fille] le \_\_\_\_\_ 1974 à H\_\_\_\_\_ (BE), originaire de I\_\_\_\_\_ (BE), F\_\_\_\_\_ (VD) et G\_\_\_\_\_ (VD), ne sont pas rompus. Dit que C\_\_\_\_\_ portera dorénavant le nom [de] A\_\_\_\_\_/D\_\_\_\_\_. Dit que C\_\_\_\_\_ demeurera originaire de L\_\_\_\_\_ (BE). Arrête les frais de la procédure à 1'000 fr., les met à la charge de A\_\_\_\_\_ et dit qu'ils sont entièrement compensés par l'avance de frais de même montant versée par le requérant, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Siégeant : Monsieur Cédric-Laurent MICHEL, président; Mesdames Paola CAMPOMAGNANI et Jocelyne DEVILLE-CHAVANNE, juges; Madame Jessica QUINODOZ, greffière.

- 7/7 -

C/23899/2022 Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 308 ss du code de procédure civile (CPC), la présente décision peut faire l'objet d'un appel par-devant la Chambre de surveillance de la Cour de justice dans les 10 jours qui suivent sa notification.

L'appel doit être adressé à la Cour de justice, place du Bourg-de-Four 1, case postale 3108, 1211 Genève 3.

Annexes pour le Service de l'état civil : Pièces déposées par les requérants.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.